

POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

PRIX DE L'ABONNEMENT : Roubaix-Tourcoing : Trois mois, 13 fr. 50. — Six mois, 26 francs. — Un an, 50 francs.

RÉDACTION & ADMINISTRATION 17, RUE NEUVE, 17 RUE NEUVE, 17, A ROUBAIX. — A LILLE, RUE DU CURÉ SAINT-ÉTIENNE, 9 bis.

ABONNEMENTS ET ANNONCES : RUE NEUVE, 17, A ROUBAIX. — A LILLE, RUE DU CURÉ SAINT-ÉTIENNE, 9 bis.

ROUBAIX, LE 24 JANVIER 1887

NOS FINANCES

A suivre au jour le jour et dans leurs détails infimes les hésitations et les actes de nos gouvernements au sujet de l'établissement d'un budget, à lire l'analyse successive de cinq ou six systèmes, à examiner tour à tour le plan n° 1 de la commission, puis le projet de M. Sadi Carnot, puis le plan de M. Sadi Carnot et de la commission, puis le plan n° 2 de cette même commission, puis celui d'un nouveau ministre, M. Dauphin, puis le plan n° 3 de cette même commission; à entendre les hommes politiques arrivés au pouvoir avec la phrase: « Ni impôts ni emprunts », en tête de leur programme, parler de bons trentenaires, d'obligations sexennaires, d'emprunt amortissable ou perpétuel, d'obligations à court terme et de bons du Trésor, d'impôt sur le revenu et sur l'alcool; à suivre dans leur écosion, leur apparition et leur oubli toutes ces palliatives, le public ne se rend pas un compte exact de la situation et il en arrive, en général, à ne pas voir plus clair dans nos finances que nos gouvernements et à ne pas comprendre les différents procédés plus qu'ils ne les comprennent eux-mêmes.

Non seulement les affaires de l'Etat sont mauvaises, mais elles sont livrées au désordre le plus absolu. Nous vivons au jour le jour et nous dépensons depuis le commencement de l'année sans savoir comment les recettes nous rentreront.

M. GOBLET ET M. BOULANGER

Le conseil des ministres de samedi a été fort agité, non pas tant à cause du conflit survenu entre le gouvernement et la commission du budget, au sujet du système financier de M. Dauphin, qu'en raison d'un incident qui a été soulevé relativement à la démission du général Boulanger.

Le général Boulanger qui assistait au conseil a répliqué aussitôt: « Je crois, en effet, que la résistance que rencontre le projet financier du gouvernement est une résistance politique qui vise personnellement le ministre de la guerre, mais je me charge de la vaincre en montant à la tribune pour dissiper tous les malentendus, répondre aux attaques injustifiées dont je suis l'objet, et m'expliquer une fois pour toutes les surdités belliqueuses qu'on me prête gratuitement. »

M. Grévy est alors intervenu pour empêcher les choses d'aller plus loin et ramener un peu de calme au sein du Conseil. Le président de la République a fait entendre à ses collaborateurs que le moment était mal choisi pour provoquer des remaniements ministériels, qu'il fallait parer au plus pressé et accepter le projet de la commission, de façon à faire voter aussi rapidement que possible le budget de 1887; besogne ingrate, délicieuse, dont personne ne voudrait se charger une troisième fois.

On racontait hier, dans les couloirs de la Chambre, qu'au moment de voter, lorsqu'on demanda son opinion à M. Millaud, ministre des travaux publics, celui-ci répondit: « Moi je suis de l'avis de M. le président du conseil. »

Mais je ne l'ai pas encore exprimé, répliqua M. Goblet, qui fut le seul à ne pas rire. Malgré son air rapidement un peu trop hâtif, M. Millaud a, ainsi qu'on a pu le voir plus haut, voté en sens inverse de M. le président du conseil qui, ne pouvant se contenir plus longtemps, s'est écrié: « Messieurs, j'ai la majorité du conseil contre moi; je suis bien forcé d'accepter son

vote; mais rappelez-vous que vous ne gagnerez rien à avoir cédé et que vous ne conserverez pas trois jours de plus vos portefeuilles. Ces derniers incidents, quand ils ont été connus à la Chambre, n'ont pas modifié le sentiment général. Si le conflit de la veille entre la commission et le gouvernement a pris fin, il s'en est produit un, hier, bien autrement grave, au sein du cabinet. Celui-ci pourra-t-il se tenir jusqu'après le vote du budget de 1887? Beaucoup en doutent; car l'idée dominante de la Chambre, c'est de se débarrasser du ministre de la guerre.

LA « PANTHÈRE DES BATHIGNOLLES »

A la Boule-Noire. L'anarchisme se croit point triomphant parce que, hier, la vaste salle de la Boule-Noire était comble. Si le ban et l'arrière-ban des groupes révolutionnaires extrêmes étaient là, il y avait autour d'eux bien plus de curieux que de sectateurs. Ce sont surtout les bourgeois qui ont fait la recette.

Le Panthère des Bathignolles avait jugé opportun d'organiser un meeting en l'honneur de l'industriel Duvall. Les conservateurs se sont rendus à cette réunion comme ils vont chez Bidet ou chez Pezon. Le drapeau noir a manqué.

Il faut toutefois reconnaître que les Panthères, par la sincérité de leurs avis, ont dépassé l'attente générale. Tâchons de les louer, quelles fanfaronnades! Ceux qui aiment à freiner en ont eu pour leurs six sous.

Comme, une seule enfumée dans toutes les tables, tous les bourgeois sont montés debout à la place de l'orchestre, un bureau portant une carafe et un verre. Ce verre unique servira à tous les orateurs. A droite, un drapeau rouge arboré de noir. A gauche, un drapeau noir arboré de rouge.

Selon l'usage des anarchistes, pas de président, mais un secrétaire, le compagnon Murzas, qui donne la parole à son ami Thévenin.

Nous avons organisé cette réunion pour jeter un peu de lumière sur la propriété et pour donner un leçon aux juges.

Nous vultes avertis. Le compagnon Lebonheur va encore être plus catégorique.

Duval était un repris de justice. Moi, aussi, je l'ai toujours estimé parce qu'il n'y a pas d'être plus honnête et plus consciencieux que lui. Je le remercie d'avoir affirmé publiquement, à la face de la société, le droit au vol.

Le révolutionnaire Normand est toutefois d'un avis différent. Vous le connaissez, ce Normand. C'est ce gentil étudiant qui a brisé la porte de l'Ecole de pharmacie. On pourrait dire qu'il n'est pas révolutionnaire, mais il est un peu anarchiste. Voilà le malheur! Il déclare être pour l'union des partis extrêmes, pour l'agglomération et la réglementation des forces socialistes, mais il désapprouve le vol individuel.

Le fait de Duval, loin de nous profiter, retarde le triomphe de nos idées.

Et voilà qu'on le houspille. On le jette à bas de la tribune. Une canne le menace. L'affiche annonce pourtant que la réunion serait contradictoire, mais c'est ainsi que les anarchistes corrompent la contradiction. Ce n'est pas engageant. La vérité est qu'on a voulu punir le citoyen Normand de s'être présenté récemment aux élections municipales sans avoir déclaré qu'il était un anarchiste.

lui. Si l'on a l'infamie de le mettre à mort, il faudra que le jour de l'exécution, nous soyons, tous, place de la Roquette, et que nous y soyons en armes et que nous dispersions les garde-chiourmes et que nous ravissions au bourreau notre ami!

Il n'y a pas de doute que les oui sont préférés par les anarchistes seulement. Les autres, mais en défiance par le cas de Duval, se taisent.

Un autre anarchiste dit: « Duval est un héros. Il n'a pas voulu se proffiter! Il a repris le bien commun pour servir la grande cause. Comment Mlle Lemaire aurait-elle un hôtel si elle n'avait été construite? Comment serait-elle dans l'aisance, si de malheureux prolétaires n'avaient, par leur labeur sans pain, collaboré, de toutes façons, à son bonheur? La vieille société agonise, mais ne veut pas mourir. Duval est un de ces apôtres qui se sacrifient pour les idées nouvelles. On veut sa tête. Elle n'est pas encore le courage de voler, moi! Mais vienne ce courage, et on verra! Je me palerai le plaisir de getter un verre d'eau sur la tête de Duval, si, dans dix ans, il n'est pas mort. »

Un autre anarchiste dit: « J'étais employé dans un chemin de fer. Je gagnais 4 francs par jour quand les bourgeois, qui gagnent 6,000 francs par an, trouvent qu'ils n'ont pas de quoi vivre. On nous a fait des grèves, on nous a fait 25,000 fr. de gratifications. Nous n'avons pas eu seulement six sous! »

Un monsieur très bien mis monte à la tribune. Il dit qu'il a passé en France depuis seize ans. C'est un communiste, mais c'est un vrai, à lui seul, toute sa liste. C'est le comte de Neuville.

Citoyen, s'écrie-t-il, le comte de Neuville, ancien royaliste, tient à vous déclarer que, devant les infamies que nous passons en France depuis seize ans, c'est aux communistes qu'il appartient de se lever. Et quand le grand jour sera venu, seigneurs et bourgeois, royalistes et opportunistes, nous nous fusillerons tous ensemble au Champ de Mars.

Pas de chance, monsieur le comte, car voici encore Louise Michel qui se lève et très digne, nous entendons déclamer: « Si le comte de Neuville veut se joindre à nous, qu'il fasse comme Kropotkine, qu'il nous aide d'abord à aller dans la prison, ensuite on ira dans le bagne, et nous serons, seigneurs et bourgeois, royalistes et opportunistes, nous nous fusillerons tous ensemble au Champ de Mars. »

Qu'est-ce que cela fait, puisque dans ces cas-là, les avocats la demandent toujours d'office? La séance, toutefois, est levée aux cris de: Vive Duval!

LE TÉLÉPHONE PARIS-BRUXELLES

Depuis l'établissement du circuit Bruxelles-Paris, on a dû réparer déjà les fils en plusieurs endroits.

droits; si habiles que soient les ouvriers chargés du placement des câbles téléphoniques, cette besogne exécutée en hiver surtout, offre de nombreuses difficultés.

Tous ces travaux ont retardé les expériences auxquelles se livrent, aux deux extrêmes du circuit, les fonctionnaires belges français.

Un essai a été fait récemment. Il a réussi d'une façon parfaite. Un journaliste a correspondu avec un des employés de Paris, qui lui a écrit un journal.

A Bruxelles, on a perçu les moindres nuances du liseur. Il n'élevait cependant pas la voix.

A un moment donné, l'ingénieur parisien interrompit la lecture et froissa la feuille.

On le pria de s'expliquer dans l'appareil, et il sembla, tant on parlait bien de bruit spécial, que le souffle arrivait jusqu'à Bruxelles.

Ce grave électricien siffla encore un air du Trouver, avec grand succès des horloges.

Un autre siffler se mit à rire aux éclats.

Un des fonctionnaires belges parla alors à l'employé français des concerts de la Bourse, qui ont lieu le dimanche et qu'il pourrait entendre déjà de Paris.

L'ingénieur français répondit en riant qu'il se rendait malheureusement ce jour-là en province. Jamais aucune communication dans l'agglomération bruxelloise n'a paru plus nette et plus nette. Elle est supérieure à la communication avec Namur et Anvers.

L'électricien français s'éloigna de l'appareil de Paris à un quart d'un mètre cinquante environ et tout ce qu'il prononça à cette distance, on le perçut encore très distinctement.

Un des fonctionnaires belges se plaça à la distance semblable de l'appareil qui sert aux expériences, et le fonctionnaire parisien répéta tout ce que l'employé belge lui avait communiqué ainsi!

baionnette au fusil. L'ordre put être rétabli d'un nouveau.

Peu de temps après, un attroupement se forma devant la grille des hangars de l'entrepôt, gardée par une forte escouade d'agents de police, renforcée par un certain nombre de pompiers.

Les manifestants, voyant de force entrer dans les hangars et reconstruit la résistance des pompiers et des agents de police, une bagarre se produisit.

Des pavés furent lancés vers la police et les pompiers. M. Welsch, commandant des pompiers, reçut en pleine figure de la boue, jetée par les perturbateurs. Un certain nombre d'individus, entrés dans les hangars malgré la police, montèrent sur des wagons et lancèrent des projectiles de toute nature.

La gendarmerie fut renforcée; elle arriva vers 5 heures. La foule s'était grossie considérablement. Les gendarmes, en présence de l'attitude menaçante de celle-ci, se virent obligés de faire des charges pour débarrasser la place de l'entrepôt et les rues avoisinantes, où des individus mal intentionnés arrachèrent des pavés.

La gendarmerie fut huée et sifflée; elle ne s'éloigna du terrain. Cinq individus ont été arrêtés. Ils ont été placés au dépôt communal. Un d'eux a été grièvement blessé à la tête d'un coup de sabre qu'un gendarme lui a porté dans la charge. A la prison communal, il a reçu les soins du docteur Dupareux.

On croit que d'autres individus ont été blessés dans la bagarre. Le reste de la soirée a été calme.

Gand, le 23 janvier. — Hier soir, après les troubles que le vote a signalés, un individu, frère de son état, habitant la chaussée de Termonde, a parcouru la place de l'entrepôt et les environs porteur d'un vieux fusil surmonté d'une baïonnette. Vers 11 heures, il a été arrêté par la police et sera poursuivi pour port d'arme prohibée.

Un individu qui s'était particulièrement distingué dans les troubles d'hier, a été arrêté ce matin, de sorte qu'il y a en ce moment six ouvriers qui sont à la disposition du procureur du roi. Le parquet a commencé ce matin son instruction.

Les six individus ont été transférés au dépôt communal du Palais de Justice, pour être interrogés, et de là à la prison de la Compture.

Ce matin, deux individus, en logement dans la rue des Raisins, qui avaient consenti à prendre la place des grévistes, pour le déchargement des bateaux, ont été attaqués violemment par des grévistes, qui est un petit cabaret, par des grévistes.

La police a dû intervenir et a dressé procès-verbal à charge des agresseurs qui sont connus.

DÉSORDRES A GAND ET A JETTE

Gand, 22 janvier, 11 h. du soir. — Des troubles d'une certaine gravité se sont produits, au dock. Depuis le matin, il y avait de la part des grévistes des allées et venues et des attroupements se formaient sur la place de l'entrepôt.

Les agents de police parvinrent à disperser les rassemblements.

Vers midi, arriva dans notre port le steamer Folven avec un plein chargement. Les ouvriers qui déchargent d'habitude ce navire, se sont mis en grève et il y a huit jours. D'autres débardeurs ont voulu remplacer les grévistes. Vers une heure, un attroupement considérable s'était de nouveau formé; il refusa d'obéir aux injonctions de la police qui le dispersa.

La police dut demander du renfort au poste des pompiers du dock. La foule, dont l'attitude était devenue menaçante, fut dispersée. Le calme se rétablit, mais vers 2 h. 1/2 les manifestants, pour la plupart porteurs de boissons, revinrent au dock et se mirent à insulter les ouvriers qui travaillaient au déchargement des steamers, entre autres du steamer Commerce, en face de la maison Fivé-Glaey.

M. le bourgmestre se trouvait sur les lieux. L'intervention du corps des pompiers fut jugée nécessaire; ils arrivèrent bientôt et mirent la

LE CHOLÉRA

DANS LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE. Voici quelques intéressants extraits d'une lettre particulièrement adressée à la Grande sur la marche du choléra dans la République Argentine.

Le choléra ne s'est pas avec autant de force que nous pourrions le croire. Nous sommes en pleine époque de stationnement malgré la chaleur et les changements continus de température.

Les Argentins et les Italiens des classes laborieuses qui se nourrissent mal, ont souffert de la maladie, mais les gens aisés, en médecine craignent, c'est que nous trouvons presque au commencement de la saison, nous ne conservons cet état incommodé pendant tout l'été, ce qui serait bien long.

Mais au moment, nous avons de vingt à quarante cas nouveaux par jour, de nombreux décès ont été suivis de mort. Pas de cas foudroyants. Le mal vient peu à peu, c'est ce qui rassure; ainsi, en le combattant bien des stations, on le tue et il y a presque probabilité de se sauver.

M. de Mackau qui a été atteint de choléra, a été soigné par le docteur de la maison Fivé-Glaey.

Le rétablissement des épaulettes dans l'infanterie. Paris, 24 janvier. — M. le général Boulanger, ministre de la guerre, a décidé de rapporter la décision ministérielle de février 1885 portant suppression des épaulettes pour les troupes d'infanterie.

Les élections municipales de Marseille. Marseille, 24 janvier. — Des élections municipales complémentaires ont eu lieu, dimanche, pour pourvoir à cinq sièges vacants. Un candidat de droite a été élu, il y a ballottage pour les quatre autres sièges. Cette élection porte à sept le nombre des conseillers de droite.

BOURSE DE PARIS

Table with columns: Cours précéd., VALEURS, Cours d'aujourd'hui, Cours de clôture. Includes Fonds d'Etat, Sociétés de Crédit, Sociétés diverses.

BOURSE DE LILLE

Table with columns: Cours précéd., VALEURS, Cours d'aujourd'hui, Cours de clôture. Includes Obligat. des Villes, Obligations div., Sociétés de Crédit.

COURS DE CLOTURE AU COMPTANT

Table with columns: Cours précéd., VALEURS, Cours d'aujourd'hui, Cours de clôture. Includes Paris 1855-1860, Paris 1865-1870, etc.

DEPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES

Au Tonkin. — Un important succès pour les troupes françaises. — Dépêche officielle. Le ministre de la guerre a reçu du général Munier un télégramme contenant les renseignements suivants: « Hanoi, 22 janvier. — Le colonel Brisaud, chargé de la direction des opérations devant Dienh, a établi autour de la position fortifiée occupée par les rebelles, une ligne d'investissement renforcée et a poursuivi des travaux d'approche comme dans un siège. On a fait prisonnier un grand nombre de rebelles, on a saisi un grand nombre de fusils et de munitions. On a fait prisonnier un grand nombre de rebelles, on a saisi un grand nombre de fusils et de munitions. On a fait prisonnier un grand nombre de rebelles, on a saisi un grand nombre de fusils et de munitions. »

DERNIÈRE HEURE

(De nos correspondants particuliers et par FIL SPÉCIAL) Pillage de la maison d'un attaché au ministère de la guerre. Boulogne-sur-Seine, 24 janvier. — Des malfaiteurs ou des espions ont tenté de dévaliser l'habitation de M. Henry attaché au ministère de la guerre. On recherche activement les voleurs qu'on croit être autre chose que des voleurs vulgaires.

L'état de santé de l'empereur Guillaume Berlin, 24 janvier. — L'empereur d'Allemagne est assez gravement indisposé. Cette nouvelle provoque une vive émotion.

La sous-commission des comptes Paris, 24 janvier. — La commission des comptes de 1879-1880 a nommé président M. Bergerot et secrétaire M. Léon Renard — MM. Jouffraud et Renard ont été nommés rapporteurs des budgets de 1878 et 1880.

Réunion de la droite Paris, 24 janvier 1887. — La droite s'est réunie aujourd'hui sous la présidence de M. de Maille. Elle a examiné le budget ainsi que la proposition nouvelle du gouvernement, et a décidé à l'unanimité de maintenir son programme: « ni emprunts ni impôts nouveaux. »

Élection d'un conseiller général Tarcy, 24 janvier. — Une élection a eu lieu au conseil général dans le canton de Tarcy en remplacement de M. Paul Bert, décédé. Il y a ballottage entre MM. Rivière, Simonnet et Roche.

L'ordre rétabli à Jette

Bruxelles, 24 janvier. — L'ordre est actuellement rétabli à Jette.

Agitation à Gand Gand, 24 janvier. — Hier, au théâtre de Gand, pendant la représentation d'une pièce flamande anti-française, les ouvriers et les socialistes ont sifflé, des rires s'en sont suivies; plusieurs arrestations ont eu lieu aux abords du théâtre. Les socialistes ont chanté la Marseillaise.

Le meeting de Dublin Londres, 24 janvier. — Le grand meeting nationaliste de Dublin exprimé sa confiance dans les parnellistes et a approuvé leur plan de campagne.

Les pêcheries au Canada Londres, 24 janvier. — L'Angleterre conseille au Canada une politique conciliante relativement aux pêcheries.

Réouverture de la conférence de Constantinople Londres, 24 janvier. — Le Times considère la récente circulaire russe comme une invitation de rouvrir la conférence de Constantinople.

Le rétablissement des épaulettes dans l'infanterie

Paris, 24 janvier. — M. le général Boulanger, ministre de la guerre, a décidé de rapporter la décision ministérielle de février 1885 portant suppression des épaulettes pour les troupes d'infanterie.

Les élections municipales de Marseille Marseille, 24 janvier. — Des élections municipales complémentaires ont eu lieu, dimanche, pour pourvoir à cinq sièges vacants. Un candidat de droite a été élu, il y a ballottage pour les quatre autres sièges. Cette élection porte à sept le nombre des conseillers de droite.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

(De nos correspondants particuliers et par FIL SPÉCIAL) Séance du lundi 24 janvier. Présidence de M. Floquet, président. L'ordre du jour appelle la discussion générale du budget de l'instruction publique.

M. de Mackau estime qu'il y a des économies à réaliser sur ce budget. Sur ces entrefaites, M. Rioteau, le nouveau député de la Manche, fait son entrée. La gauche applaudit.

Voici à droite: « On ne l'embarasse pas! » M. de Mackau continuant son discours, dit que le système actuel est plus onéreux pour les commissions. Il critique l'exclusivisme de la loi et demande la liberté entière de l'enseignement. (Applaudissements à droite.) L'orateur insiste sur les charges qui résultent par les communes de la réduction de 4 millions sur la subvention faite par l'Etat à la caisse des écoles.